

## Prise de parole unitaire 28 avril 2016

Jeunes, privés d'emplois, salariés, retraités, apprentis, citoyens, nombreux sont ceux qui se mobilisent dans la rue depuis le 9 mars dernier.

Bien que le gouvernement soit arcbuté, droit dans ses bottes sur son projet (pour l'instant) la mobilisation a commencé à porter des fruits en direction de la jeunesse avec plusieurs annonces qui si elles ne règlent rien sur le dossier de la loi El Khomri répondent partiellement à de « vieilles revendications » portées par les organisations de jeunes. C'est du mieux pour les conditions de vie et l'insertion professionnelle des étudiants, c'est la révision des minimas apprentis notamment. Ce sont de premiers gains pour la jeunesse arrachés par la mobilisation de tous, mais ce ne sont que de premiers gains.

Nous ne sommes pas dupes c'est d'abord une tentative du gouvernement pour tenter de diviser la jeunesse des salariés, et de leurs organisations syndicales. D'évidence, cette stratégie ne fonctionne pas et ne fonctionnera pas ! Je tiens d'ailleurs à souligner la qualité des relations que nous avons avec les organisations de jeunesse depuis le début de ce combat : ils sont, entre autre, très motivés, assidus, entraînants et cette période ne seraient pas la même sans eux. Je vous demande donc de les applaudir chaleureusement.

Le gouvernement se trompe, il renforce même la pertinence de notre démarche qui appelle les salariés à se réunir dans leurs entreprises pour définir les revendications sur tous les sujets qui les concernent, débattre du rapport de force à créer pour gagner dans l'entreprise et obtenir le retrait de la loi travail en convergence avec les autres salariés, dans les journées nationales unitaires de grève et manifestations.

Partout où les salariés se mobilisent dans leur entreprise on constate des victoires, des projets patronaux remis en cause, des gains sur les salaires, sur l'emploi. Les luttes locales nourrissent l'ancrage des mobilisations et renforcent le besoin de convergences des salariés entre eux. C'est le cas de ce qui se passe à Cauval où les syndicats continuent à mettre la pression pour le maintien de l'emploi, et pour l'instant ils y parviennent ; c'est le cas à la Sauvegarde de l'Enfance où, par manque de moyens publics du Conseil Départemental, des dizaines d'emplois sont menacés, sans compter les lourdes conséquences pour des jeunes que ce même Conseil Départemental choisirait de laisser tomber ; c'est encore le cas au Technicentre SNCF de Romilly où la lutte des cheminots et de la population a permis de limiter les dégâts sur l'emploi ; c'est le cas dans beaucoup d'autres endroits où les luttes font reculer le patronat ou les pouvoirs publics.

Si cette loi made in MEDEF passait ces luttes ne seraient plus possibles, nous serions dans l'impossibilité d'opposer des textes à ces sérials killers d'entreprises.

Cette loi, rappelons-le :

- faciliterait, notamment, les licenciements,
- légaliserait les licenciements abusifs,
- généraliserait le chantage à l'emploi,
- donnerait tout pouvoir au patronat avec l'inversement de la hiérarchie des normes,
- s'attaquerait aux 35h en les triannualisant,
- réduirait le taux de majoration des heures supplémentaires,
- flexibiliserait l'astreinte ainsi que les prises de congés,
- Etc., etc.

A qui profite le crime du code du travail ? Toujours aux mêmes !

Amplifier la lutte, c'est se doter d'outils pour renforcer ses droits et ceux des collègues, c'est peser sur les choix de l'entreprise, c'est participer à une dynamique collective porteuse de progrès et de solidarité.

Oui nous allons gagner le retrait du projet de loi travail et imposer l'ouverture de négociations pour un Code du travail du 21<sup>e</sup> siècle, pour travailler moins et permettre à tous de travailler, pour une autre répartition des richesses que nous créons par notre travail.

De l'argent il y en a ! Depuis le début de la « crise » les dividendes versés aux actionnaires ne cessent de grimper, les salaires des dirigeants explosent comme leurs primes, les entreprises perçoivent de l'argent public et sont de plus en plus exonérées de cotisations sociales.

De l'argent, il y en a beaucoup caché dans les paradis fiscaux comme l'a de nouveau révélé le scandale PANAMA PAPERS.

Autant d'argent qui fait défaut pour la collectivité, la protection sociale, la santé, les retraites....

Nous voulons un Code du Travail qui protège, conforte et offre de nouveaux droits pour les salariés !

Nous ne voulons pas de la Loi travail qui répond aux exigences du Medef et de la finance !

Nous voulons le retrait de ce projet de loi dans son intégralité, en quelle langue faut-il le dire ? Nous ne parlons pas celle du capital ou d'esclavagistes de tout poil.

Alors tous ensemble, continuons à amplifier la lutte !

Ne lâchons rien !